

**Association CELESTE
1 Place Pereire
64 100 BAYONNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A l'assemblée générale de l'association CELESTE,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CELESTE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession des commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons été amenés à vérifier notamment :

- Les « Règles et méthodes comptables » et « Notes sur l'actif immobilisé » de l'annexe aux comptes annuels exposant les modalités et durées d'amortissement des immobilisations,
- La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les principes et conventions générales appliqués, et relatifs notamment aux autres créances, détaillées dans la note « Produits à recevoir » présentée en annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association au titre des autres créances et décrite dans les notes précitées de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

IV – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BASSUSSARRY, le 05 juin 2025

Pour le Cabinet d'Audit Christian SABAROTS
Commissaire aux comptes



Arantxa HARISTOY

Cogérante

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

ASSOCIATION CELESTE

Bilan association


commissaire
aux comptes

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	19 133	11 480	7 653	11 480	- 3 827
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	179 287	169 213	10 074	2 561	7 513
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	67 308	146 765	-79 457	67 308	- 146 765
Constructions	1 899 507	345 792	1 553 715	1 517 383	36 332
Installations techniques, matériel et outillage industriels	43 430	41 381	2 049	6 150	- 4 101
Autres immobilisations corporelles	187 757	138 419	49 338	76 996	- 27 658
Immobilisations corporelles en cours	17 280		17 280		17 280
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées	30 000		30 000	31 000	- 1 000
Autres titres immobilisés	168		168	168	
Prêts					
Autres	9 068		9 068	2 022	7 046
TOTAL (I)	2 452 937	853 050	1 599 887	1 715 067	- 115 180
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	90 727		90 727	216 832	- 126 105
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	1 267 929		1 267 929	707 478	560 451
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	181 127		181 127	239 029	- 57 902
Charges constatées d'avance	5 861		5 861		5 861
TOTAL (II)	1 545 644		1 545 644	1 163 339	382 305
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	3 998 581	853 050	3 145 531	2 878 407	267 124



commissaire
aux comptes

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires	-730 463	-730 463	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	2 021 619	2 021 619	
. Autres			
Report à nouveau	-546 525	-563 151	16 626
Excédent ou déficit de l'exercice	104 325	16 627	87 698
Situation nette (sous total)	848 956	744 631	104 325
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	96 827	123 404	- 26 577
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	945 783	868 035	77 748
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques	137 711	207 000	- 69 289
Provisions pour charges	6 254	3 221	3 033
TOTAL (III)	143 965	210 221	- 66 256
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 013 929	1 090 025	- 76 096
Emprunts et dettes financières diverses	19 364	35 940	- 16 576
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 343	32 594	- 4 251
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	173 534	271 734	- 98 200
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 352	- 2 352
Autres dettes	820 612	344 567	476 045
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		22 940	- 22 940
TOTAL (IV)	2 055 783	1 800 151	255 632
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	3 145 531	2 878 407	267 124
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			



ASSOCIATION CELESTE

Compte de résultat association


commissaire
aux comptes

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	1 030 733	1 117 112	- 86 379	-7,73
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	105 735	111 143	- 5 408	-4,87
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	121 870	46 708	75 162	160,92
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	13 539	113	13 426	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	1 271 877	1 275 077	- 3 200	-0,25
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	378 252	482 388	- 104 136	-21,59
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	11 548	54 711	- 43 163	-78,89
Salaires et traitements	421 767	394 935	26 832	6,79
Charges sociales	167 218	163 021	4 197	2,57
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	149 581	181 685	- 32 104	-17,67
Dotations aux provisions	3 034	521	2 513	482,34
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	22 797	450	22 347	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	1 154 196	1 277 709	- 123 513	-9,67
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	117 680	-2 632	120 312	N/S
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	3 021	4 136	- 1 115	-26,96
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	3 021	4 136	- 1 115	-26,96
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	9 520	10 394	- 874	-8,41
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				



	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	9 520	10 394	- 874	-8,41
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-6 500	-6 257	- 243	3,88
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	111 181	-8 890	120 071	N/S
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	6 320	15 855	- 9 535	-60,14
Sur opérations en capital	26 577	43 577	- 17 000	-39,01
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	32 897	59 432	- 26 535	-44,65
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	39 753	22 831	16 922	74,12
Sur opérations en capital		11 085	- 11 085	-100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	39 753	33 916	5 837	17,21
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-6 856	25 517	- 32 373	-126,87
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	1 307 794	1 338 645	- 30 851	-2,30
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 203 470	1 322 019	- 118 549	-8,97
EXCEDENT OU DEFICIT	104 325	16 627	87 698	527,44
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				


**commissaire
aux comptes**

ASSOCIATION CELESTE

Annexe aux comptes annuels


commissaire
aux comptes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 3 145 531,06 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 104 324,78 E.

OBJET SOCIAL

L'association CELESTE a pour but la prise en charge de la petite enfance, avec un pan tourné vers l'économie sociale et solidaire (ESS) répondant aux enjeux de transformation sociale en matière d'éducation, de justice sociale et de respect de l'environnement avec des actions plus durables.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

L'association CELESTE propose des solutions d'accueil pour les jeunes enfants (0 à 3 ans) sur 33 communes du Pays-Basque et du Sud des Landes. Elle propose également des formations et des innovations dans le domaine de l'éducation en général, et de la Petite Enfance en particulier.

Afin de gagner en lisibilité et en efficacité, tout en répondant au mieux au besoin des familles, l'Association CELESTE a décidé de structurer ses activités en procédant à des apports partiels d'actifs à effet du 1^{er} janvier 2022 au profit de deux nouvelles associations autonomes, distinctes de CELESTE :

- Association SAPHIR qui gère l'activité de crèche familiale
- Association KLEIN qui gère l'activité de micro-crèches (4 micro-crèches)

Dans le cadre d'une optimisation et d'une rationalisation des services, deux autres filiales associatives ont été créées afin d'accueillir :

- les fonctions « support » du groupe par la création de l'Association CELESTE SUPPORT
- les fonctions liées au développement de projets par la création de l'Association AZURITE qui est un incubateur de projet d'Innovation Sociale au service des territoires

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association CELESTE gère directement 7 relais petite Enfance (sous l'enseigne COBALT) et indirectement, par le biais de ses filiales :

- | | |
|--|-----------------------------|
| ▪ 4 micro-crèches | Association KLEIN |
| ▪ Des crèches familiales sur 10 communes | Association SAPHIR |
| ▪ Le développement de projets | Association AZURITE |
| ▪ La formation dédiée à la Petite Enfance et à l'Enfance, au soin et au mieux-être | SAS DEFI |
| ▪ La gestion administrative de l'ensemble | Association CELESTE SUPPORT |

Le siège social de CELESTE et de ses filiales est situé dans les locaux acquis et aménagés par CELESTE, situés 1 Place Pereire à Bayonne.

L'effectif de CELESTE est de 9 salariés comprenant le Directeur Général et la Directrice Adjointe, ainsi que les animatrices et coordinatrices du Relais Petite Enfance (RPE).


commissaire
aux comptes

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE DE L'EXERCICE

Conséquences de la filialisation

Les refacturations aux filiales ont essentiellement concerné les charges suivantes :

- Achats non stockés
- Locations immobilières
- Maintenance technique et utilisation d'immobilisations (amortissements)
- Frais d'assurance
- Frais de personnel
- Honoraires
- Frais de communication
- Frais de missions et réception
- Frais telecom
- Frais de formation
- Impôts et taxes
- Frais financiers

Les clés de répartition des charges ont été affectées :

- Aux entités concernées quand l'identification était possible (loyers immobiliers, assurances, formation,...)
- En fonction du chiffre d'affaires prévisionnel de chacune des entités pour les autres catégories de charges

A la clôture de l'exercice, la répartition entre les différentes filiales a été affinée pour tenir compte de particularités identifiables, notamment le poste frais de personnel.

Le montant total des frais refacturés aux filiales de CELESTE s'élève à **398 978 €** au titre de l'exercice 2024. Ce montant est inclus dans les produits d'exploitation de CELESTE.

Subventions d'investissement

CELESTE a bénéficié de l'attribution de trois subventions (2019 et 2021 et 2023) pour un montant total de 235 697 €.

Elles concernent la construction du Pôle Petite Enfance de Tarnos (CAF et Conseil Départemental 40) ainsi que le matériel informatique du RPE et la toiture de Tarnos.

Elles sont étalées sur la durée moyenne d'amortissement des immobilisations subventionnées.

Quote-part rapportée au résultat au titre de l'exercice : 26 577 €

Ce montant figure dans les produits exceptionnels de l'exercice.

Montant net des subventions au 31/12/2024 : 97 k€

Litige avec Caisse de retraite Malakoff

Au cours du 2^{ème} semestre 2020, la Caisse de retraite Malakoff a initié une demande de complément de cotisations retraite qui trouverait son origine dans le changement de convention collective dont l'association avait fait l'objet en 2014.

Pendant plusieurs mois, la caisse de retraite Malakoff était dans l'impossibilité de préciser le montant de ce complément de cotisations, pas plus qu'elle ne pouvait affirmer la légitimité de la rétroactivité du dispositif, qu'elle avait fixée à 2017.


commissaire
aux comptes

Au regard des échanges intervenus avec la caisse et du risque de régularisation, l'association avait constaté une provision pour risques pour un montant de 207 k€.

Il n'y a eu aucune avancée dans ce dossier au cours de l'exercice, la provision a été ajustée pour tenir compte des exercices prescrits au 31/12/2024. Elle a fait l'objet d'une reprise de 69 k€ et s'établit à 138 k€ au 31/12/2024.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable général des associations.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan comptable général 2014-03, aux prescriptions du Code de commerce et au règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Précision est apportée qu'aucun changement de méthode comptable n'a trouvé à s'appliquer sur les comptes annuels de l'association par suite de la mise en place du règlement ANC 2018-06.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.


commissaire
aux comptes

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Frais d'établissement = 19 133

Frais d'établissement	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Frais de premier établissement	19 133	11 480	7 563
TOTAL	19 133	11 480	7 563

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 2 452 937

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	188 950	9 469		198 419
Immobilisations corporelles	2 196 398	18 884		2 215 282
Immobilisations financières	33 189	7 047	1 000	39 236
TOTAL	2 418 537	35 400	1 000	2 452 937

Amortissements et provisions d'actif = 853 050

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	174 909	5 783		180 692
Immobilisations corporelles	528 561	143 797		672 358
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	703 470	149 581		853 050

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Frais d'établissement	19 133	11 480	7 563	5 ans
Logiciels	179 287	169 213	10 074	1 à 5 ans
Terrain tarnos	67 308	0	67 308	Non amortiss.
Batiment tarnos	952 583	345 792	606 791	8 à 25 ans
Batiment bayonne maubec	946 923	146 765	800 158	10 à 25 ans
Materiel exploitation	43 430	41 381	2 049	3 à 5 ans
Agencements divers	25 985	18 272	7 713	5 à 10 ans
Materiel de transports	57 367	40 446	16 921	4 à 5 ans
Mat. bureau & informatique	55 007	49 303	5 704	3 ans
Mobilier de bureau	49 398	30 398	19 000	5 à 10 ans
Immo en cours	17 280	0	17 280	Non amortiss.
TOTAL	2 413 701	853 050	1 560 651	

Etat des créances = 1 373 585

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	9 068		9 068
Actif circulant & charges d'avance	1 364 517	1 082 180	282 337
TOTAL	1 373 585	1 082 180	291 405

Créances sur entités du groupe : 1 077 k€

Provisions pour dépréciation =

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	10 982		10 982	
Comptes financiers				
TOTAL	10 982		10 982	

Produits à recevoir par postes du bilan = 219 529

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	44 168
Autres créances	175 361
Disponibilités	
TOTAL	219 529

Charges constatées d'avance = 5 861

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF**Provisions = 143 965**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques & charges	210 221	3 034	69 289	143 965
TOTAL	210 221	3 034	69 289	143 965

Etat des dettes = 2 055 783

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	1 013 929	111 229	375 050	527 650
Dettes financières diverses	19 364	14 504	4 860	
Fournisseurs	28 343	28 343		
Dettes fiscales & sociales	173 534	173 534		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	820 612	820 612		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 055 783	1 148 223	379 910	527 650

Dettes vis-à-vis des entités du groupe : 817 k€

Charges à payer par postes du bilan = 54 609

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	
Dettes fiscales & sociales	54 609
Autres dettes	
TOTAL	54 609


commissaire
aux comptes

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Montants en euros

Filiale (détention >50%)	capital social	réserves	Quote-part capital détenue en %	valeur brute des titres détenus	valeur nette des titres détenus	prêts et avances consentis à la filiale	prêts et avances consentis à CELESTE	CA HT dernier exercice	Résultat dernier exercice
SAS DEFI	30 000	1 280	100%	30 000	30 000	282 337		321 830	-28 737
Association CELESTE SUPPORT			100%			110 153	73 382	175 801	0
Association KLEIN			100%			152 606	234 268	915 612	-49 196
Association SAPHIR			100%			524 823	504 318	1 291 957	-19 910
Association AZURITE			100%			8 041	5 502	5 502	0

La filialisation a conduit à la création de filiales sous forme associative. Il n'y a donc pas de participation capitalistique et de valeur des titres.

Les flux de trésorerie entre les entités du groupe relèvent de conventions de trésorerie établies entre elles. Elles concernent les avances de trésorerie pures et simples, ainsi que les refacturations entre les entités.

Ce qui justifie la position des flux de trésorerie à l'actif et/ou au passif au 31/12/2024.

AUTRES INFORMATIONS

Indemnité de départ à la retraite

Le montant de l'engagement de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à **6 254 €**. Il a été calculé en tenant compte de l'ancienneté des salariés à la date d'évaluation, à savoir au 31 décembre 2024 auquel est appliqué un coefficient de revalorisation de salaire en fin de carrière et d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge du départ à la retraite.

Ce calcul est obtenu en retenant les variables suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.35 %
- Décroissance de revalorisation des salaires : faible
- Taux moyen de charges patronales : 42% pour les non cadres
- Table de turnover : rotation moyenne
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Age de départ : 60-64 ans (Age légal de départ à la retraite)
- Modalités de départ : 100 % à l'initiative du salarié

Cet engagement est comptabilisé.

Effectifs

Personnel ALISFA

11

Garanties données

	Valeur origine emprunt	Garantie donnée	Restant dû au 31/12/2024
Emprunt Canieta Urrugne	100 k€	Hypothèque 1 ^{er} rang pour 100 k€+ intérêts	46 k€
Emprunt Pole Petite enfance Tarnos	400 k€	Hypothèque 1 ^{er} rang pour 400 k€+ intérêts	252 k€
Emprunt Maubec immo	792 k€	Hypothèque légale spéciale de PPD pour 696 k€ + hypothèque immobilière conventionnelle pour 96 k€	674 k€